



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 17 février 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 08 POLITIQUE DE LA VILLE
TRANSFERT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

**POLITIQUE DE LA VILLE
TRANSFERT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le transfert obligatoire de compétence de la Politique de la Ville vers les services de l'agglomération Pays de Grasse suite à la loi pour la Ville et la cohésion sociale du 21 février 2014.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGA Vivre Ensemble	/	Après la CLECT

Monsieur le Maire expose :

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi n°2014-173 du 21 février 2014) qui instaure les contrats de ville à compter du 1er janvier 2015 et précise que « Sur le territoire intercommunal, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville est chargé du diagnostic du territoire, de la définition des orientations, de l'animation et de la coordination du contrat de ville et, dans le cadre défini par ce dernier, de la mise en œuvre des actions relevant de ses compétences et de celles de portée intercommunale » ;

Vu l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que « Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre » ;

Vu la consultation du comité technique paritaire en date du 10 février 2015 ;

Considérant que la Ville de Grasse gère un service chargé des missions relatives au contrat de ville ;

Considérant qu'il convient, suite à ce transfert de compétence, de transférer les agents affectés à ce service, de la Ville de Grasse à la CA du Pays de Grasse ;

Considérant que conformément à l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs et qu'ils conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui

leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Considérant que la Ville de Grasse a un service CUCS de deux agents : 1 titulaire de catégorie C et 1 contractuel de catégorie A.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie dans sa séance du 28 janvier 2015,

La commission vivre ensemble ayant été saisie dans sa séance du 29 janvier 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du transfert de la compétence « diagnostic du territoire, de la définition des orientations, de l'animation et de la coordination du contrat de ville » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **TRANSFERER** les agents suivants du CUCS comme suit :
Un Adjoint administratif principal de deuxième classe (titulaire) et un agent contractuel, Attaché.
- **PREVOIR** le maintien du régime indemnitaire des agents concernés ;
- **DIRE** que les conséquences financières de ce transfert de charges seront prises en compte, après avis de la CLECT, par une délibération ultérieure de la CAPG modifiant l'attribution de compensation de la Ville de Grasse dans le respect du principe de neutralité financière, étant précisé qu'il conviendra de tenir compte, pour l'exercice 2015, des frais relatifs à la gestion à titre transitoire de ce service par la Ville de Grasse du 1^{er} janvier au 28 février 2015.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.